

# Le Congrès des cheminots C.G.T.

Le Congrès Fédéral des Cheminots s'est tenu à Ivry les 9, 10, 11 et 12 septembre. 1.500 délégués y représentaient les 140.000 syndiqués (cheminots actifs et retraités) de la Fédération C.G.T.

Ce n'a pas été un Congrès passionné. Les délégués, dont beaucoup contestaient l'opportunité de la tenue du Congrès en un tel moment, avaient hâte de regagner leur habituel lieu d'activité où des tâches impérieuses et urgentes les attendaient. Il a été centré sur le référendum-plébiscite. Les interventions ont montré que, sans perdre de vue l'action revendicative, les militants se rendent compte que l'avenir est conditionné par la forme que revêtira l'Etat français.

Répondant au nom du bureau fédéral aux interventions faites à la tribune du Congrès, Raymond Tournemaine, Président de la Fédération, a estimé que toutes les interventions avaient été bonnes, *sauf une*.

Notre point de vue est très différent de celui de Tournemaine.

Nous ne saurions considérer comme bonnes ces interventions dans lesquelles, sous le couvert de rendre compte de l'activité de leur syndicat, certains délégués ne remplissent d'autre tâche que celle qui consiste à vanter sans retenue la justesse de l'orientation fédérale. Doivent-ils faire état d'insuccès? La faute en incombe alors à ce méchant ennemi de classe auquel par une naïveté qui dénote un regrettable manque de maturité politique ils reprochent en quelque sorte de ne pas capituler sans combat. La faute en incombe encore aux autres organisations syndicales dont, bien qu'ils sachent que leur direction sont au service de la S.N.C.F. et du gouvernement, ils paraissent attendre que, probablement par un sursaut de conscience, ils prennent en considération l'intérêt des cheminots. La faute en incombe enfin à leurs propres insuffisances. Mais jamais, au grand jamais, la justesse des directives qui leur ont été données ne saurait être mise en cause.

Il y eut cependant, et c'est heureux, de bonnes interventions. Certains délégués, sous une forme prudente rendue nécessaire par le poids de l'appareil bureaucratique, à l'intérieur même du Congrès, apportèrent des suggestions constructives.

Quant à l'intervention dénoncée par Tournemaine comme étant la seule qui ne soit pas bonne, celle d'un camarade de la Région de la Méditerranée, elle fut, au contraire, à notre avis, la

seule qui présentât un caractère nettement positif. Ce camarade traduisit à sa manière les inquiétudes, les scrupules qu'éprouvent de nombreux travailleurs français quant au manque de soutien effectif apporté par les travailleurs de ce pays à la Révolution algérienne.

Dans sa réponse, faite dans un style dont la vulgarité ne lui fait pas honneur, Tournemaine s'est contenté de « repousser avec mépris les allégations » de ce camarade. Cette façon de faire était naturellement plus facile que celle qui aurait consisté à justifier à l'aide d'arguments une carence dénoncée depuis déjà quelque temps par les combattants algériens eux-mêmes.

La résolution adoptée à l'issue du Congrès est tout naturellement dans la ligne de l'orientation de la C.G.T. et aussi du P.C.F. Notons, comme un fait positif, qu'elle retient la nécessité de l'élection d'une Assemblée constituante après qu'il aurait été répondu « non » au référendum-plébiscite. Comme quoi les idées trotskystes font leur chemin puisque c'est notre Parti qui, le premier, dès les événements de Mai a mis en avant ce mot d'ordre.

Cependant, pour la direction fédérale le dilemme reste, « Démocratie ou Fascisme ». Les gens refusent de voir, pour reprendre l'expression de Lénine dans sa brochure de 1917, « la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », qu'« aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du capitalisme contemporain ». Aussi est-ce avec quelque inquiétude que les dirigeants installés sur le podium écoutèrent le délégué fraternel des cheminots yougoslaves exposer le rôle des conseils ouvriers dans la construction du socialisme en Yougoslavie. Cette inquiétude contrastant d'ailleurs avec l'immense intérêt porté par la majorité des congressistes au même exposé.

Les délégués sont retournés dans leurs syndicats emmenant pour le combat que les cheminots vont avoir à livrer de vieilles armes qui sont bien émoussées. Rares sont ceux qui se rendent compte qu'elles le soient. De toute façon, et c'est consolant, leur désir de combattre et de vaincre est tel qu'ils utiliseront ces armes aux mieux. Les cheminots trotskystes seront avec eux au cours de ce combat se réservant de leur proposer, en temps opportun, des armes mieux aiguës.

## L'AÉRONAUTIQUE AU POINT MORT

*Au retour des vacances, rien de changé pour les travailleurs de l'aéronautique.*

*Derveaux a fermé ses portes, 1.400 gars dehors. Et les C.R.S. à l'intérieur afin d'éviter l'occupation de l'usine.*

*La S.E.P.R. a envoyé 230 ouvriers chercher du travail ailleurs. La Matra, Air Equipement, Inter Technique l'ont imité.*

*Pour la S.N.E.C.M.A., rien de définitif n'a encore été fait, mais dans l'aéronautique on s'accorde à dire que les patrons vont freiner au maximum les mesures de licenciements jusqu'au 28 septembre; après, le feu vert sera mis.*

*Malgré les menaces de chômage et la hausse des prix, il faut constater que l'atmosphère n'est pas très combattive. Nous n'en sommes plus au temps où les critiques s'élevaient nombreuses contre les dirigeants syndicaux « qui avaient perdu leur foi révolutionnaire (s'ils l'avaient jamais eue) et qui freinaient au lieu d'organiser la lutte d'ensemble qui pouvait seule nous permettre de vaincre. »*

*Ce qui domine, ici comme ailleurs, ce sont les problèmes politiques. Toute l'activité des militants est tournée vers le référendum.*

*On tente, bien sûr, de lier les questions revendicatives à la réponse à faire le 28 septembre. Et la question des salaires et du chômage est discutée, mais sans envisager la moindre action.*

*Une chose a cependant été remarquée.*

*La revendication d'une assurance-chômage payée par la Sécurité sociale et financée entièrement par les patrons, mise en avant par la C.G.T., rompt avec la façon dont celle-ci avait posé le problème des retraites complémentaires, où patrons et salariés versaient chacun de leur côté.*

*D'autre part, si à la faveur de la lutte contre De Gaulle, la C.G.T. a mis l'accent sur la solution politique à apporter à la crise de l'aéronautique, la solution qu'elle préconise n'a toujours pas franchi le seuil du régime capitaliste. On en reste au meilleur agencement des commandes en faveur de la « Caravelle », pour une politique d'indépendance nationale par des constructions orientées vers la paix.*

*Même après l'arrivée de De Gaulle, la C.G.T. ne s'est pas débarrassée de ses illusions parlementaires et cela pèse sur le degré de compréhension des militants quant à la nouvelle situation.*

## CHEZ LES TRAVAILLEURS DE L'ETAT

Les 6 et 7 septembre se sont réunis à Paris les délégués des syndicats C.G.T. des divers arsenaux et Etablissements des services de l'Etat au Comité national extraordinaire des branches fédérales.

En assemblée plénière de tous les délégués, fut présenté le rapport du comité exécutif fédéral. Le thème de celui-ci portait sur deux points saillants. Diminution des primes au devis et propagande pour le *non* au référendum-plébiscite. Avec l'emphase qui caractérise ces congrès, l'accent fut mis sur la « magnifique victoire acquise » en ce qui concerne l'augmentation du bordereau de 6 %. (En référence au décret du 22 mai 1951, la C.G.T. demandait 12 %!) Cette victoire acquise aisément suivant certains, trouve-t-on à ce congrès, est le fruit de la lutte de classe menée avec le concours de milliers de signatures de pétitions et de nombreuses lettres adressées aux ministres. Il est à rappeler qu'aucune action de masse convaincante ne fut menée avec énergie pour l'obtention de ces 6 %. Il fut aussi « parlé » de la guerre d'Algérie: des intérêts du « gouvernement français et du peuple algérien ». Mais de cette parlotte sur cet important problème, aucune initiative n'a été retenue, car l'impérialisme et la bourgeoisie combattus par le peuple algérien ne donnent pas l'impres-

sion d'être à leurs yeux les mêmes que ceux que nous combattons.

Quant au référendum-plébiscite, l'avenir paraît clair pour eux, car la différence est faite. Après avoir traité en parallèle la Constitution de 46 et celle présentée par le grand Charles, commentaire à l'appui, il est impensable que le peuple, en majorité, ne dise pas *non*.

Ensuite les délégués se réunirent en branches fédérales et avaient pour but de discuter et d'envisager une motion concernant la diminution des primes et les moyens d'action à employer en faveur du *non*. Les délégués de chaque établissement firent le compte rendu de leurs travaux et prirent position concernant ces deux points. Un seul camarade rappela ce qu'est la lutte de classe et l'utopie des pétitions. Que seuls des mots d'ordre valables, à caractère révolutionnaire, avaient pu mobiliser les masses.

De plus il leur a été fait remarquer que pour certains syndiqués, ni la presse de gauche ni à plus forte raison la presse syndicaliste n'avaient de programme valable et très explicite en ce qui concerne l'« après » d'un *non* majoritaire et que faute de ce manque de confiance et dépourvus de perspectives, ces camarades, par ailleurs, désorientés par le crétinisme parlementaire des

organisations ouvrières perdent de vue le mortel danger que présente le régime De Gaulle.

Dans sa réponse, le dirigeant fédéral fit remarquer que les militants se ralliant dans l'Union des Forces Démocratiques de Gauche, œuvre-raient pour la victoire du *non* et par suite, après, il serait instituée une nouvelle Constitution et le vœu est émis en outre que le président du Conseil sortirait du parti populaire le plus représentatif, les partis et groupements ayant repris leur autonomie.

Voilà l'essentiel du programme qui nous donne encore la démonstration de la carence des organisations et fait penser que la classe ouvrière a beaucoup à faire pour se tirer de sa propre ornière pour arriver à faire admettre inconditionnellement ses propres aspirations.

Un Correspondant.

SOUSCRIVEZ A

«la Vérité des travailleurs»

64, Rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>

Son CCP 6965-68 Paris